

VOICI POURQUOI NOUS MANQUONS DE PAIN...

Bien que les chiffres officiels concernant la dernière récolte de blé n'ont aucune valeur réelle - car aucune enquête et aucun contrôle ne furent établis en son temps près des producteurs - il est indéniable que nous manquons de blé. Ce point litigieux, mais il est de taille, réside dans l'estimation du tonnage déficitaire qu'il n'est à la portée de personne de chiffrer, même approximativement. Quoi qu'il en soit, l'importation de blé étranger est plus que jamais nécessaire en attendant la récolte de juillet-août. L'U.R.S.S. nous en fournit quatre millions de quintaux contre bons dollars sonnants et trébuchants. L'Argentine, après s'être fait tirer l'oreille par suite d'une très mauvaise politique étrangère française, consent à nous en céder et nous en vendrait davantage si nous l'échangions contre les pneus d'autos dont elle a un urgent besoin - et ce serait possible de notre part - ou contre les rails que nous lui vendons en ce moment, puisqu'avant fin mai elle enverra 500.000 tonnes de blé en Europe. Le Canada ne demande pas mieux que de liquider ses stocks de blé, d'un abord plus facile et même aisément depuis la fonte des glaces du St-Laurent, allant même jusqu'à prêter de l'argent à ses clients afin que ceux-ci le débarrassent de ces grains, comme la Tchécoslovaquie qui vient de recevoir un prêt de 15 millions de dollars pour cet usage. Enfin, les U.S.A., notre principal fournisseur, dispose de réserves considérables que les propriétaires accepteraient de nous vendre. Les 25 millions de quintaux qui nous faisaient défaut pour assurer la soudure - desquels il faut diminuer d'ailleurs les économies réalisées tant par la réduction de l'attribution personnelle instaurée lors du rétablissement de la carte de pain, que par l'élévation du taux de blutage - de 85% élevé à 97 et même à 98% - l'incorporation de farine de soja deshuilée et un certain tonnage de chaux ainsi mélangée pour pallier à la décalcification produite par l'absorption du son, résultant du taux excessif du blutage - le déficit de ces 25 millions de quintaux, disons-nous, pourrait être facilement résorbé par ces importations. En ce cas, pour quelles raisons notre gouvernement est-il incapable d'alimenter régulièrement nos boulangeries?

Le manque de tonnage maritime ne peut être invoqué: les États-Unis désirent vendre tous leurs fameux «*Liberty-Ships*» pour des raisons de concurrence que nous expliquerons plus tard et les chantiers navals canadiens nous supplient de passer commande de tous les cargos dont nous pourrions avoir besoin. Il semble donc que le ralentissement des arrivées du précieux céréale découle de deux principales raisons, dont la première est d'ordre extérieur, la seconde étant d'intérieur. L'on sait que tout notre espoir réside dans le blé des U.S.A. Pour des raisons partant de l'économie nationale et ou entrent en jeu, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la production du caoutchouc synthétique et celle des boissons alcoolisées, le Gouvernement Fédéral a été contraint de réduire à trois reprises les prix à l'exportation du blé. Le fermier américain, devant la chute forcée de son prix de vente réservé à l'étranger, a refusé de le céder aux négociants exportateurs, le marché national industriel pouvant l'en débarrasser à un prix plus élevé. Il eut fallu alors que notre gouvernement - et c'est encore faisable - trouve une valeur d'échange pour faire pression sur son collègue américain. Nous disposons de certaines matières premières qui, malgré tout l'ennui qui en résulterait pour nous, pourraient intervenir: le caoutchouc d'Indochine - ou, à défaut, une baisse de son prix de vente influençant ceux de Malaisie, de Ceylan et d'ailleurs, et pesant ainsi désagréablement sur l'industrie du caoutchouc synthétique américain - les phosphates d'Océanie et de Tunisie, le nickel de la Nouvelle-Calédonie, le graphite de Madagascar, etc., etc...

La deuxième raison réside dans la criminelle folie de vouloir conserver à tout prix notre réserve d'or, de devises et d'actifs à l'étranger. Nos dirigeants entendent subordonner nos achats extérieurs au strict minimum, et même moins, envers les denrées alimentaires, au bénéfice de l'importation de grues, machines-outils nécessaires au rajeunissement de notre outillage tant national que privé.

Comme le stock d'or n'est pas suffisant pour l'achat des machines et des denrées alimentaires, on réduit la venue de ces dernières à leur plus simple expression. Pire que cela même: chaque mois, on vend à l'étran-

ger plus de 15 millions de kg de marchandises alimentaires (15 millions 235.000 kg exactement pour le mois de janvier 1946). Il est faux, complètement faux, que nous ne pouvons avoir de blé: ce qui est exact, c'est que nos politiciens subordonnent notre faim à un tas d'or qui s'amenuise de jour en jour. Mais, sapristi, si nous n'en avons pas assez, prenons-en où il y en a, chez les rastaquouères de la «bonne société» - et il y en a - chez les «rois du marché noir», etc... Et s'il en faut encore, dût l'Art en frémir d'indignation! réquisitionnons l'or des musées et des églises: il y a des moments où la vie d'un peuple tout entier doit passer avant les frivolités, les préjugés et le snobisme... Mais cela, aucun gouvernement, fût-il rouge cramoisi, ne peut le faire.

Aussi faut-il s'attendre à conserver la carte de pain plusieurs années encore. La récolte prochaine oscillerait vraisemblablement autour de 60 millions de quintaux contre 43 pour la dernière: c'est dire qu'elle sera encore déficitaire d'environ dix millions de quintaux si la ration est de 350 grammes et le taux de blutage à 85%.

Ménagères, vous n'en avez pas fini avec cette hantise de la carte de pain. Sa disparition n'est même pas liée au renversement de l'équipe gouvernementale: tout gouvernement, quel qu'il soit et malgré toutes ses promesses, sera obligé d'y avoir recours. Jusque dans l'éventualité d'une récolte excédentaire, car cet excédent de blé, et même davantage, sera vendu à l'étranger pour l'achat de machines-outils. La liberté de consommer à sa guise le bon pain blanc n'existera dorénavant que si vous balayez ce régime qui nous oppresse.
